



**PRÉFET  
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
6 Avenue du Général de Gaulle  
CS 90524 - 43009 Le Puy en Velay Cedex

Le Puy en Velay, le 05/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SARL Carrières et Concassage du Velay**

Lieu-dit Latour  
43700 Coubon

Références : UID4243-MEA-025-0221  
Code AIOT : 0005600838

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/09/2025 dans l'établissement SARL Carrières et Concassage du Velay implanté MICEZELLE 43370 Le Brignon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite est effectuée dans le cadre du plan de contrôle 2025.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARL Carrières et Concassage du Velay
- MICEZELLE 43370 Le Brignon
- Code AIOT : 0005600838
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Carrière et Concassage du Velay (CCV) est une entreprise locale spécialisée dans l'exploitation et l'extraction de roches massives. Elle dispose de 3 sites : une station de tri-transit de matériaux à Coubon, une carrière de basalte au Monastier-sur-Gazeille, et une carrière de pouzzolane à l'arrêt à Le Brignon. Le site de Le Brignon, objet de la présente inspection, est une carrière de pouzzolane à l'arrêt depuis de nombreuses années.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Bruits et vibrations

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Arrêt des activités	Arrêté Préfectoral du 22/09/2014, article 6	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Fiches de constats

### N° 1 : Arrêt des activités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/09/2014, article 6
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Remise en état
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>6-1 - Principe</p> <p>La remise en état consiste en une insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site qui sera naturelle. Par ailleurs le site est laissé dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou inconvénients pour l'environnement (nuisances - pollutions).</p> <p>La remise en état est effectuée conformément aux indications figurant dans l'étude d'impact du dossier de la demande.</p> <p>D'une manière générale les stériles de la découverte (et de l'exploitation) sont réutilisés le plus rapidement possible au modelage des terrains déjà exploités.</p> <p>La remise en état vise à supprimer au mieux les traces de l'exploitation de sorte que le profil final de la carrière ne comporte pas de rupture de pente marquée avec le profil initial du suc (voir schéma en annexe 2 du présent arrêté).</p> <p>En particulier, les banquettes et les fronts de taille sont supprimés.</p> <p><i>Le seul matériau extérieur au site qui peut être utilisé pour la remise en état de la carrière est de la terre végétale. L'exploitant sait justifier la qualité et l'origine de la terre végétale employée et transmet ces documents à l'inspection des installations classées à l'issue des travaux de réhabilitation.</i></p> <p>6-2 - Fin d'exploitation</p>

En fin d'exploitation la remise en état, telle que décrite ci-avant, est achevée.

L'emprise de la carrière est débarrassée de tous les vieux matériels, objets et matériaux divers, déchets qui peuvent s'y trouver. Ils sont traités et éliminés comme des déchets conformément aux termes de l'article 13 ci-après.

La remise en état doit être terminée six mois après l'arrêt définitif de l'exploitation et en tout état de cause avant l'échéance de la présente autorisation, sauf dans le cas où une nouvelle demande d'autorisation de poursuivre l'exploitation est sollicitée.

**Constats :**

L'exploitation dispose des arrêtés d'autorisation suivants :

- n°1D4-82-203 du 20 octobre 1982 pour 30 ans,
- n°DIPPAL-B3/2014-126 du 22 septembre 2014 pour 5 ans,
- n°BCTE/2019-109 du 17 septembre 2019 pour 2 ans de plus,
- n°BCTE/2021-77 du 12 juillet 2021 jusqu'au 22 septembre 2024.

Le site est à l'arrêt depuis au moins 2020. L'exploitant demandait des prolongations successives pour décider du devenir du site ; savoir s'il arrivait à obtenir, ou non, la maîtrise foncière sur les parcelles voisines pour agrandir le site.

Depuis le 22 septembre 2024, le site ne dispose plus d'autorisation d'exploiter.

Néanmoins l'exploitant n'a pas notifié au préfet au moins 6 mois avant la date de l'arrêt définitif de son site (cf. article R. 512-39-1-I) sa cessation d'activité.

Lors de la visite, il a été constaté que le site était propre, clôturé, avec des panneaux signalant le danger. Il ne reste plus aucun déchet ni installation sur place.

Les garanties financières sont échues.

Néanmoins, les principes de remise en état prévus ne sont à priori pas respectés, puisqu'il était prévu la suppression des fronts de taille et une remise à l'état naturel.

L'exploitant dispose par ailleurs d'un projet d'installations photovoltaïques.

L'exploitant doit déposer un dossier de cessation d'activité et remettre en état le site tel que prévu à l'article L. 512-7-6 du code de l'environnement selon la procédure suivante :

- les articles R.512-39-1 et R512-39-2 du code de l'environnement susvisé en **notifiant** au préfet la date d'arrêt définitif de son installation, en indiquant les **mesures prises ou prévues**, ainsi que le **calendrier** associé, pour assurer, dès **l'arrêt définitif** des installations, **la mise en sécurité**, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site,
- l'article R.512-39-3 du code de l'environnement susvisé en déposant un **mémoire de réhabilitation** précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés.
- Respecter les attendus de l'arrêté ministériel d'autorisation relevant de la rubrique n° 2510 (arrêté du 22/09/94) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et de l'arrêté n°DIPPAL-B3/2014-126 du 22 septembre 2014 régissant la présente installation.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- celle-ci doit être effective **dans les 1 an**, l'exploitant transmet en préfecture dans **un délai de 3 mois** un dossier décrivant les mesures de mise en sécurité du site prévues à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement et **dans un délai de 6 mois** un mémoire de réhabilitation telle que défini à l'article R.512-39-3 du code de l'environnement.

La mise en sécurité du site et sa réhabilitation doivent faire l'objet d' attestations produites par un bureau d'étude certifié en site et sols pollués.



*Vues sur la carrière*

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois